

HISTOIRE • Le Conseil national ne veut pas débloquer de moyens spéciaux pour explorer les liens tissés avec l'Afrique du Sud avant 1994. Un effort spécial sera en revanche consenti pour une enquête sur les activités de la Stasi en Suisse

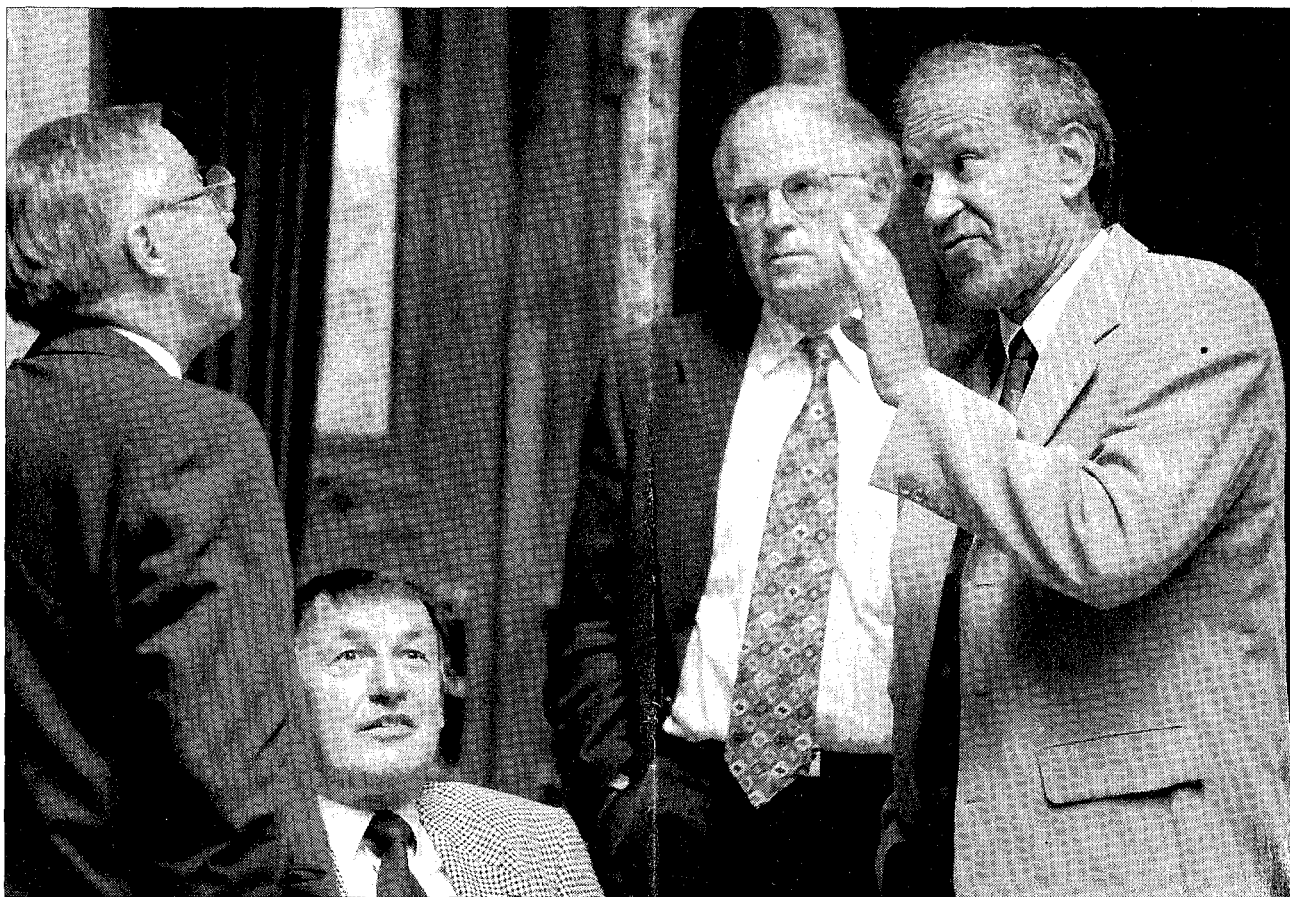
La Suisse refuse d'ouvrir une enquête sur ses relations avec l'apartheid

Sylvain Besson, Berne

« Les relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud n'ont pas été nécessairement exemplaires, mais nous n'avons pas besoin d'une enquête spéciale à ce sujet. Ces propos de Marguerite Florio (lib./VD) résumaient l'état d'esprit de la droite du Conseil national, mercredi. Devant l'opposition farouche du Conseil fédéral et de la majorité bourgeoise, la gauche voit s'effondrer son projet de créer une sorte de nouvelle commission Bergier chargée d'éclaircir les rapports aussi troubles qu'étroits qu'a entretenus la Suisse avec le régime de l'apartheid de 1948 à 1994 (lire

La majorité bourgeoise a craint de subir des retombées politiques négatives d'une éventuelle enquête sur le sujet

notamment *Le Temps* du 11 février). En revanche, un historien indépendant sera nommé pour explorer un autre chapitre mal connu de l'histoire nationale: les activités de la police secrète de l'Est.



LUKASIEHMAN/KEYSTONE

Ulrich Schlüer, (deuxième depuis la droite, ici avec ses collègues de parti Christoph Blocher, Theo Fischer et Ernst Iasser), a longtemps vécu au pays de l'apartheid. Il y animait une section de l'UDC et fut un ardent défenseur de l'Afrique du Sud de cette époque.

notamment *Le Temps* du 11 février). En revanche, un historien indépendant sera nommé pour explorer un autre chapitre mal connu de l'histoire nationale: les activités de la police secrète de l'ex-Allemagne de l'Est sur territoire helvétique durant la Guerre froide.

Le débat d'hier s'est déroulé au moment où la discussion sur les responsabilités des entreprises étrangères dans la dictature raciste se rallume en Afrique du Sud. Mardi, le chef de l'Eglise anglicane d'Afrique australe, l'archevêque Ndugane, a lancé une campagne demandant que les investisseurs occidentaux du temps de l'apartheid dédommagent le pays. L'initiative de Pia Hollenstein (Verts/SG) n'en devenait que plus actuelle: elle demande que la lumière soit faite sur les relations, notamment économiques, mais aussi militaires, que la Suisse a entretenues avec l'Afrique du Sud. Un historien disposant de pouvoir spéciaux (budget dégagé par le Conseil fédéral, accès illimité aux archives privées sans égard pour le secret bancaire ou professionnel) aurait été nommé par le Conseil fédéral. «Eclaircissons notre passé avant que des pressions extérieures ne nous forcent à le faire», a averti Margrith von Felten (Verts/BS).

Voilà qui n'a pas convaincu la

LUKASZ

Ulrich Schlüer, (deuxième depuis la droite, ici avec ses collègues de parti Christoph Blocher, Theo Fischer et Ernst Hasler), a longtemps vécu au pays de l'apartheid. Il y animait une section de l'UDC et fut un ardent défenseur de l'Afrique du Sud de cette époque.

ARCHIVES

majorité bourgeoise, qui craint de subir des retombées politiques négatives d'une éventuelle enquête sur le sujet: des membres du parlement pourraient eux-mêmes être mis en cause – Ulrich Schlüer (udc/ZH), par exemple, qui a longtemps vécu au pays de l'apartheid, y animait une section de

l'UDC et fut un ardent défenseur de l'Afrique du Sud de cette époque. En outre, une nouvelle incursion historique dans les archives des banques aurait encore contribué à fragiliser un secret bancaire en butte à de fortes pressions internationales. Autant de raisons de ne pas trop insister sur

ce chapitre et de transformer, par 79 voix contre 50, l'initiative Hollenstein en un inoffensif postulat enjoignant le Conseil fédéral d'entreprendre des recherches, mais en se limitant aux archives publiques et sans dégrager de budget spécial pour cela.

Juste avant ce vote, le Conseil

national a accepté la nomination d'un historien indépendant, qui disposera de 4 millions de francs sur cinq ans, pour examiner les activités de la police secrète est-allemande sur territoire helvétique jusqu'en 1989, date de l'effondrement du régime communiste. Les socialistes étaient initialement réticents, parce qu'ils voyaient dans cette enquête une chasse aux sorcières dirigées contre eux. L'audition d'experts allemands les a finalement convaincus que le sujet est d'importance – la Suisse semble avoir servi de centre d'acquisition de devises et de technologies pour l'Allemagne de l'Est. En outre, les dégâts politiques pour le parti seront probablement limités. Les députés du PS ont donc voté pour cette enquête, comme pour celle portant sur l'Afrique du Sud.

Tout aussi cohérents, la plupart des radicaux se sont opposés aux deux projets de recherche historique. «Nous en avons marre de remuer le passé», explique l'Argovienne Christine Egerszegi. La Suisse ferait mieux de consacrer ses ressources aux problèmes de l'avenir.»

Politisation de l'histoire



COMMENTAIRE

L'Allemagne de l'est communiste était-elle pire que l'Afrique du sud sous l'apartheid? La dictature qui a traité la majorité de sa

population comme des animaux valait-elle mieux que celle qui l'a enfermée derrière un mur de béton et surveillée par une police politique digne d'Orwell? Etablir pour les régimes politiques une hiérarchie de l'abomination est un exercice redoutable. Le Conseil national n'a pourtant pas hésité à s'y lancer en approuvant la création d'une commission

d'enquête sur la Stasi et en refusant de faire de même pour l'apartheid. A droite comme à gauche, certains avaient réalisé qu'une inégalité de traitement des recherches historiques serait intellectuellement injustifiable. Il aurait été plus cohérent d'accepter en bloc les deux enquêtes (ce qu'a fait la gauche) ou de les rejeter toutes deux, comme l'a fait la majorité des radicaux, en arguant que la Suisse n'a pas besoin d'historiens officiels pour chaque point trouble de son passé récent et que la recherche académique se chargera seule d'effectuer le travail de mémoire.

Des raisons politiciennes – peur

de gêner de grandes entreprises ou des amis politiques – l'ont emporté sur le souci de logique. Mais la majorité bourgeoise du parlement a peut-être fait un mauvais calcul. Les révélations sur les liens entre la Suisse et l'apartheid vont désormais s'égrener au fur et à mesure que des recherches privées seront publiées sous forme d'articles, de livres ou de films. L'objectivité que l'on aurait pu attendre d'une enquête soutenue par l'Etat y fera peut-être défaut, et la Suisse risque à nouveau de passer pour un pays profiteur et peu enclin à assumer ses responsabilités devant l'histoire.

Sy. B.